

Déclassement et transformation de la structure de classes au Japon de 1945 à 2013

Class Downgrading and Transformation of the Class Structure in Japan from 1945 to 2013

Bernard Bernier

Volume 13, numéro 1, 2013

Changement et diversité au Japon

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024708ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024708ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Groupe de recherche diversité urbaine
CEETUM

ISSN

1913-0694 (imprimé)

1913-0708 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernier, B. (2013). Déclassement et transformation de la structure de classes au Japon de 1945 à 2013. *Diversité urbaine*, 13(1), 9–26.
<https://doi.org/10.7202/1024708ar>

Résumé de l'article

Le Japon avant la Seconde Guerre mondiale avait une distribution des revenus très inégalitaires, signe de différences de classes importantes. Après la défaite de 1945, l'écart dans les revenus s'est dissipé laissant la place à une pyramide des revenus relativement plate. Cette situation a donné lieu à une vision du Japon comme société sans classe, étant constitué d'une immense classe moyenne. Cependant, les inégalités ont considérablement augmenté après le début de la crise financière en 1990, quand les grandes entreprises ont effectué des mises à pied et ont limité de façon draconienne l'embauche de jeunes salariés à la sortie des écoles et de l'université. Le chômage et la pauvreté ont augmenté. Le Japon de 2013 se retrouve donc avec des inégalités de classes qui s'approchent de celles de l'avant-guerre.

Déclassement et transformation de la structure de classes au Japon de 1945 à 2013

Class Downgrading and Transformation of the Class Structure in Japan from 1945 to 2013

BERNARD BERNIER

Département d'anthropologie, Université de Montréal

bernard.bernier@umontreal.ca

RÉSUMÉ ■ Le Japon avant la Seconde Guerre mondiale avait une distribution des revenus très inégalitaires, signe de différences de classes importantes. Après la défaite de 1945, l'écart dans les revenus s'est dissipé laissant la place à une pyramide des revenus relativement plate. Cette situation a donné lieu à une vision du Japon comme société sans classe, étant constitué d'une immense classe moyenne. Cependant, les inégalités ont considérablement augmenté après le début de la crise financière en 1990, quand les grandes entreprises ont effectué des mises à pied et ont limité de façon draconienne l'embauche de jeunes salariés à la sortie des écoles et de l'université. Le chômage et la pauvreté ont augmenté. Le Japon de 2013 se retrouve donc avec des inégalités de classes qui s'approchent de celles de l'avant-guerre.

ABSTRACT ■ Before 1945, Japan had a very unequal income distribution, a sign that important class distinctions were present at the time. After the defeat of 1945, income disparities were cut drastically and there emerged a rather flat income pyramid. This situation led many to define Japan as a large middle class society. However, inequalities increased markedly after the financial crisis of the 1990s and 2000s. Income disparities and class differences became clearer when large companies fired workers and lowered the number of young men recruited directly out of school. Unemployment and poverty increased, while those with the highest income kept on accumulating. Japan in 2013 now has income and class inequalities that resemble those that prevailed before 1945.

MOTS CLÉS ■ Japon, développement historique, classes sociales, revenus, inégalités.

KEYWORDS ■ Japan, historical development, social classes, income, inequalities.

LE JAPON A CONNU une distribution des revenus relativement égalitaire entre 1955 et 1985, du moins si l'on se fie à l'indice Gini, une formule qui mesure la distance entre les revenus réels et une courbe idéale et égalitaire de revenus. Bien que la proportion de la richesse du pays détenue par les 1% de la population avec les revenus les plus élevés ait été comparable à celle des États-Unis, 99% de la population s'est partagé le revenu national de façon plus égalitaire que dans les pays occidentaux, à l'exception des pays scandinaves (Minami 2007 ; Nagatani 2003). Cependant, il faut aussi souligner qu'il s'agit d'une caractéristique assez récente du Japon. En effet, contrairement à ce qu'avance Nagatani (*ibid.* : 37-38), qui voit l'équité dans la distribution des revenus comme une caractéristique culturelle présente au Japon dès la période Meiji (1868-1912), les données montrent des inégalités considérables avant 1945, ce que souligne Minami (2008 : 7-12). La répartition relativement égalitaire des revenus est donc un phénomène de l'après-guerre. Ce sont les arrangements socioéconomiques et politiques mis en place après la défaite de la Seconde Guerre mondiale, et non pas « la » culture japonaise, qui sont à l'origine de cette équité dont parle Nagatani.

Cette caractéristique particulière du Japon entre 1955 et 1985 a connu une utilisation idéologique importante : en effet, le gouvernement, plusieurs intellectuels et les médias ont défini la société japonaise comme société de classe moyenne. Plusieurs auteurs, dont Nakane Chie (1974) et Murakami Yasusuke (1984), ont même nié la pertinence de la notion de classe dans le cas du Japon. Toutefois, sur la base des inégalités dans les revenus et dans les modes de vie, je pense que l'on peut effectivement parler de classes au Japon.

Les classes sociales sont définies dans le cadre de cet article comme positions multidimensionnelles (selon le revenu, les avoirs, l'emploi, l'éducation) dans un espace social donné. Cette définition s'inspire de Bourdieu (1984). Ces positions existent – on est ouvrier ou patron, professionnelle ou assistée sociale – mais plus comme lieux de concentration des personnes possédant des caractéristiques similaires que comme groupes explicitement constitués (ce qui peut néanmoins arriver) ou avec des frontières clairement délimitées. L'espace social comporte toujours des places ambiguës, difficiles à classer par rapport aux lieux de grande

concentration. Autrement dit, il y a des positions intermédiaires, qui ne cadrent pas avec la définition de classes théoriques clairement délimitées. Malgré tout, on ne peut nier que l'espace social comporte des lieux de concentration qui peuvent mener à la définition explicite de groupes comme classes organisées. Dans cet article, ce sont les positions dans l'espace social comme tel, donc des classes théoriques, et non pas les classes explicitement délimitées par les agents eux-mêmes, qui seront privilégiées. Cette approche permettra de clarifier l'évolution récente des situations de classes dans l'espace social et ainsi d'évaluer l'augmentation de la diversité socioéconomique dans la société japonaise, en particulier en milieu urbain, tout en notant la faiblesse des mouvements sociaux organisés, donc de l'organisation de classes explicites, dans le Japon contemporain. Malgré cette faiblesse, les modifications de la structure de classes constituent une partie importante des changements socioéconomiques récents dans cette société, si prospère jusqu'en 1990.

Pour en revenir au Japon, la répartition relativement égalitaire des revenus qui a marqué la période 1955-1985 a été mise à mal par les développements socioéconomiques des 25 dernières années. Les années d'intense spéculation financière (1985-1989), puis la longue période de difficultés économiques (1990-2012), ont entraîné une nouvelle inégalité des revenus, reproduisant, à des niveaux de revenus moyens supérieurs et avec une structure de classe différente, les disparités d'avant-guerre. C'est d'abord ce processus d'égalisation relative des conditions économiques après la guerre qui a remplacé les inégalités considérables de l'avant-guerre, puis les transformations causées par la spéculation des années 1980 et par la crise des années 1990-2011 qui font l'objet de cet article. Il s'agit en réalité de replacer la question de l'égalité/inégalité de revenus au Japon, donc celle de l'équité selon Nagatani, dans son contexte historique et dans celui de la structure de classes.

Disparités de revenus avant 1945 et égalisation relative après 1955

Minami a montré clairement les différences considérables de revenus qui prévalaient au Japon avant 1945. Il affirme, chiffres à l'appui, que les inégalités ont augmenté rapidement entre 1900 et 1940, avec un fléchissement durant la Seconde Guerre mondiale. En outre, comme il le note, « there was an enormous gap in the level of inequality between the prewar and postwar periods » (2008 : 12).

Si les écarts de revenus entre la ville et la campagne ont augmenté entre 1885 et 1940, en particulier à cause de la faible productivité de l'agriculture, l'augmentation des disparités dans ces décennies est

survenue dans les régions urbaines que rurales. En ville, la majorité des travailleurs des PME et de la plupart des services, plusieurs venant de la campagne de façon saisonnière, temporaire ou permanente, connaissaient des conditions salariales déplorables (Hane 1982). L'expansion du travail industriel dans certains secteurs, notamment ceux de l'industrie lourde, a bien contribué à l'augmentation des salaires d'une minorité, mais les conditions de travail de la majorité étaient pénibles (Gordon 1985 : chap. 2 à 5).

Il faut dans ce contexte mentionner les minorités victimes de discrimination, comme les *burakumin*. D'origine japonaise, mais issue de groupes qui, dans la période féodale antérieure, ils étaient vus comme des sous-hommes à cause de leurs activités considérées comme dangereuses par les autorités (prostitution, jeu, crime – les *hinin*) ou comme impures selon le shinto et le bouddhisme (métiers liés à la mort des humains ou des animaux – les *eta*). Le gouvernement avait officiellement aboli ces deux catégories dès les années 1870, mais la discrimination n'avait pas disparu. Les membres de cette minorité vivaient surtout en milieu urbain, dans des quartiers pauvres facilement identifiables. La situation de la majorité de leurs membres s'apparentait à celle des travailleurs urbains les plus défavorisés, c'est-à-dire les travailleurs journaliers.

À la campagne, la confiscation de la terre pour dettes par les paysans les plus pauvres a entraîné une hausse de la proportion de terres en location et par extension un appauvrissement d'une bonne partie de la population rurale. En même temps, la politique d'ouverture du marché national au riz venant des colonies (de Taiwan et de la Corée), une politique adoptée après les révoltes du riz de 1918 pour assurer un approvisionnement suffisant pour nourrir la population, a causé une baisse des prix, accentuant d'autant la misère rurale.

À l'autre extrême de la pyramide des revenus, les cadres de l'État et des grandes entreprises connaissaient des augmentations de salaires importantes. Le gouvernement avait voulu rehausser la réputation des hommes d'affaires, nécessaires pour assurer le développement industriel considéré comme le moyen de préserver le pays du colonialisme étranger. Dévalorisés durant la période Edo (1600-1868) pour leurs activités commerciales, ils étaient désormais présentés comme les nouveaux samourais. Parallèlement, voulant créer un corps d'élite, le gouvernement a développé la fonction publique, dont les membres étaient recrutés parmi les anciens samourais, auxquels il a consenti de bons salaires. Ces couches aisées, avec les dirigeants politiques et la noblesse, constituaient la classe dominante.

L'ensemble de ces facteurs a donc eu pour effet de créer de grandes disparités de revenus entre les couches les plus riches et les couches les

plus pauvres, telles que mesurées par l'indice Gini. Ne mesurant cependant que les inégalités de revenus, cet indice reste limité. En effet, lorsqu'on considère les données qualitatives sur les modes de vie, on note un énorme écart entre, au sommet, les cadres des entreprises et les fonctionnaires de l'État, ainsi qu'une bonne partie des propriétaires terriens, suivis par les employés de bureau, les petits commerçants, les petits propriétaires terriens, les ouvriers qualifiés, ensuite les ouvriers non qualifiés, les paysans indépendants, et, au bas de l'échelle du revenu et du statut, les tenanciers, les journaliers et les chômeurs. Les classes supérieures vivaient en effet dans un monde différent de celui des ouvriers, sans parler des journaliers et des tenanciers.

Les disparités de revenu et les différences dans les modes de vie se sont accrues jusqu'aux années de la Seconde Guerre mondiale. Elles se sont légèrement estompées durant les années de guerre. Malgré des améliorations mineures, les différences de classes très prononcées ont perduré. À la campagne, les propriétaires terriens détenaient toujours près de la majorité des rizières dont la moitié en superficie était louée à des paysans pauvres. La distance économique et sociale entre ces deux classes était grande, les premiers monopolisant le pouvoir rural. Entre les deux se trouvaient les petits paysans indépendants, qui bien qu'ayant le droit de parole, se trouvaient souvent dans une situation précaire (Ouchi 1969). Dans le monde industriel, la plupart des ouvriers, y compris dans les grandes entreprises, avaient des revenus faibles (Gordon 1985 : chap. 5). La situation était pire pour les ouvriers et ouvrières des PME. Patricia Tsurumi a d'ailleurs présenté de façon claire les conditions de travail et de salaires des jeunes femmes embauchées dans les ateliers de textile dans les premières décennies du 20^e siècle (Tsurumi 1990). Toutefois, certaines couches de la population urbaine vivaient dans des conditions pires encore. En effet, les nombreux travailleurs occasionnels, les manœuvres, les *burakumin*; toutes ces personnes vivaient dans une grande misère, brillamment présentée par Yokoyama Gennosuke autour de 1900 (1899; voir aussi Gonon 2011).

Il ne fait donc aucun doute que des différences importantes de classe ont marqué le Japon jusqu'en 1945, différences manifestes non seulement dans les disparités de revenus, mais aussi dans les usages sociaux. Par exemple, dans les grandes entreprises, les cadres et les ouvriers entraient par des portes différentes, les groupes avaient accès à des vestiaires de qualité distincte, et les ouvriers étaient fouillés à la sortie de l'usine pour vérifier qu'ils n'avaient pas volé d'outils ou de matériaux (Gordon 1985 : 251-254).

Jusqu'en 1945, les femmes ont massivement participé au travail, que ce soit dans les fermes à la campagne, dans les petits commerces ou dans

les industries. Étant donné l'importance de l'industrie textile à cette époque dans la production totale du pays, les femmes ont même compté pour la majorité des ouvriers jusqu'au début des années 1930. Malgré tout, le statut des femmes dépendait fortement de celui de leur mari, le mariage étant le destin prescrit pour les femmes.

Pour synthétiser, on peut avancer que la société japonaise comprenait une classe, restreinte, de dirigeants politiques et économiques, à laquelle on peut ajouter les cadres de l'entreprise privée, les fonctionnaires et les propriétaires terriens. Il existait aussi une « classe moyenne » traditionnelle de petits commerçants et de paysans indépendants. La classe ouvrière, dont la constitution a pris plusieurs décennies, comprenait, aux échelons supérieurs, les travailleurs des grandes entreprises, surtout dans l'industrie lourde. Toutefois, la majeure partie de cette classe travaillait dans les PME, avec des salaires et des conditions de travail inférieurs. Au bas de l'échelle industrielle se trouvaient les manœuvres, les journaliers et les chômeurs chroniques, dont plusieurs provenaient des milieux de *burakumin*. À la campagne, les tenanciers formaient la couche inférieure de la paysannerie. La société japonaise de l'époque était fortement polarisée entre une minorité aisée et une grande majorité vivant de revenus inférieurs, néanmoins dans des conditions variables.

Les fortes différences de classes des années d'avant-guerre allaient être modifiées dans l'après-guerre. Les conditions difficiles qui ont suivi la défaite en août 1945 ont contribué au nivellement par le bas du niveau de vie. En effet, mis à part les profiteurs du marché noir, certains politiciens et quelques dirigeants dont les entreprises n'avaient pas été trop endommagées par les bombardements américains des derniers mois de la guerre, la population s'est retrouvée dans la misère; souffrant de malnutrition, sinon de famine. L'inflation étant à des niveaux dépassant les 50 % annuellement, entraînant la baisse de la valeur du yen face au dollar, les avoirs financiers des riches ont été à ce point dévalués que, à toute fin pratique, ils ont disparu. On a donc assisté à une certaine égalisation des revenus au niveau le plus bas (sauf pour les exceptions mentionnées plus haut).

Par ailleurs, d'autres facteurs ont renforcé cette tendance à la répartition relativement égalitaire des revenus. À la campagne, la réforme agraire imposée par les Américains, qui a enlevé la terre des propriétaires terriens pour la donner aux paysans, a considérablement affaibli le système de propriété terrienne, qui a finalement disparu au début des années 1950 (Dore 1959). La réforme agraire, en redonnant la terre aux paysans pauvres, a suscité la création d'une agriculture de petits propriétaires (Bernier 1980). Bien que des inégalités quant à la taille des terres possédées aient perduré, elles avaient fortement diminué. En effet, la majorité des propriétaires terriens avaient été expropriés, entraînant ainsi l'affai-

blissement des fortes différences socioéconomiques qui avaient marqué la plupart des régions rurales auparavant.

En outre, la libération des prisonniers politiques et l'imposition des droits humains par les Américains ont favorisé pour un temps le développement de syndicats, souvent sous influence socialiste ou communiste. Ces syndicats, qui se sont développés surtout dans les grandes entreprises, ont revendiqué la reconnaissance pour les ouvriers d'un statut de membre à part entière de l'entreprise (ce qu'on leur avait refusé avant 1945), l'abolition du salaire au rendement qui était largement répandu, des échelles de salaires suivant l'ancienneté, celle-ci servant de mesure approximative des besoins familiaux, des augmentations de salaires suivant l'inflation, qui, comme on l'a vu, se situait à des niveaux très élevés à l'époque, et une participation à l'administration des entreprises. Les employés et ouvriers des grandes entreprises ont ainsi obtenu des conditions de travail bien supérieures à celles des salariés des PME.

Les dirigeants des entreprises, appuyés par les politiciens et bureaucrates japonais (et aussi par les Américains, qui, à partir de 1947, ont changé de politique et ont commencé à craindre les syndicats militants de gauche), ont réagi pour mettre un terme aux activités des syndicats radicaux. Pour ce faire, les entreprises ont congédié les dirigeants syndicaux et ont contribué à la mise en place de syndicats dits modérés, souvent en les finançant directement. Ils ont ainsi réussi à rétablir les privilèges des administrations dans la direction des entreprises. Pour contrer les fédérations et confédérations syndicales, très puissantes entre 1945 et 1949, ils ont favorisé la mise en place de syndicats d'entreprise et insisté sur l'identification à sa propre compagnie. À cette fin, ils ont mis en place de nouvelles dispositions quant à l'embauche de nouveaux employés, recrutés dès la sortie de l'école ou de l'université et ils ont imposé une formation autant morale que technique à l'intérieur de la firme.

Les administrateurs des grandes entreprises ont réorganisé le travail de façon stricte, entre autres, en imposant la rotation systématique des travailleurs d'une tâche à l'autre et la division du travail en tâches non plus individuelles, mais collective. Ce nouveau mode d'organisation du travail a été imposé autant dans les bureaux que dans les usines. Ces mesures visaient à instituer la définition de l'entreprise comme communauté. Pour ce faire, les dirigeants ont insisté sur le sort commun de tous dans l'entreprise, souligné par les faibles écarts de salaires entre les hauts et les bas salariés. On voit ici un facteur dans l'égalisation relative des revenus, dans le milieu particulier des grandes entreprises. Notons que, dans le contexte des difficultés économiques de l'après-guerre, les salariés de ces entreprises ont obtenu des niveaux de salaires dits familiaux, c'est-à-dire permettant à ceux-ci de subvenir aux besoins d'une famille sans

que l'épouse ne travaille (il y avait peu d'emplois pour les femmes dans cette période difficile). La Guerre de Corée, de 1950 à 1953, qui a forcé les Américains à dépendre de l'industrie japonaise, a contribué à la stabilisation du système, en entraînant une hausse importante de l'emploi et des salaires dans les grandes entreprises et en forçant celles-ci à s'entendre rapidement avec leur main-d'œuvre pour profiter immédiatement des contrats lucratifs de l'armée américaine.

Si les salariés des grandes entreprises ont obtenu des salaires permettant de faire vivre une famille sans que l'épouse n'ait à travailler, ce n'était pas le cas pour la majorité des travailleurs, c'est-à-dire ceux des PME de l'industrie, du commerce et des services, dont les salaires étaient beaucoup trop faibles pour couvrir les dépenses familiales. Parmi ces couches, à partir de la fin des années 1940, l'épouse devait travailler pour assurer un revenu suffisant à la famille. Avec le travail des femmes, malgré les écarts de salaires, on a pu constater une certaine égalisation, mais évidemment jamais complète, des revenus familiaux, à l'intérieur d'un système dans lequel il existait une différence importante dans les niveaux de salaires et les conditions de travail entre grandes entreprises et PME (Gao 2001 : 141-144). À l'époque, la famille devait servir de filet social pour la majorité, ce qui permettait au gouvernement de limiter ses dépenses. Cette posture politique a perduré jusque dans les années 1980.

Pour atténuer l'écart de revenus entre les travailleurs urbains et les agriculteurs, le gouvernement japonais a utilisé une politique de contrôle de la production et du prix du riz (denrée de base) ; une politique mise en place pendant la guerre. Le rationnement de la période de guerre était désormais remplacé par une politique qui, par l'achat par le gouvernement de tout le riz produit à un prix donné, assurait aux agriculteurs des revenus équivalents aux travailleurs urbains non qualifiés. Cette politique avait désormais pour objectif, non pas le contrôle de la nourriture, mais de s'assurer que les revenus des paysans équivalent à ceux des ouvriers non spécialisés de l'industrie. Cette politique était fondée en bonne partie sur la volonté des partis conservateurs de s'assurer le vote rural, nécessaire à leur maintien à la tête du pays. La réforme agraire avait mis en place une immense classe de petits propriétaires conservateurs qui voulaient protéger leur propriété. En décidant d'acheter l'ensemble de la récolte de riz à un prix qui assurait à ces derniers des revenus suffisants, les partis conservateurs s'assuraient du vote rural.

L'ensemble de ces mesures a entraîné un nivellement relatif des revenus à la fois en ville et à la campagne, tout en atténuant la différence de revenus entre les citadins et les ruraux. Ce système, mis en place autour de 1955, a continué, avec quelques modifications, jusque dans les années 1980. Autrement dit, le Japon a réussi durant trois décennies à assurer

une répartition des revenus plus égalitaires que celle de la plupart des pays occidentaux, sauf pour les 1 % avec les revenus les plus hauts qui ont continué de jouir d'un immense avantage face aux autres Japonais.

Malgré tout, il est faux de dire que tous les Japonais faisaient partie d'une immense classe moyenne. En effet, il existait au Japon des différences de classes. Il est bien clair que la situation des cadres des grandes entreprises et du gouvernement différait de celle des ouvriers des grandes entreprises, qui elle-même se distinguait de celle des ouvriers des PME (Chalmers 1989 ; Lo 1990 ; Roberson 1998). Au bas de l'échelle, même dans les périodes de plus grande prospérité, se trouvaient les manœuvres et travailleurs temporaires, sans emplois stables et travaillant dans des conditions difficiles (Fowler 1996 ; Gill 2001 ; L'Hénoret 1993). Il y avait peu de pauvres, mais il y en avait et il existait des inégalités flagrantes, malgré une pyramide de revenus plus plate qu'en Occident. Parmi les couches les plus défavorisées, on retrouve les Coréens, descendants pour la plupart des travailleurs qu'on avait importés de force pour travailler sans salaires et sous surveillance dans les industries et les mines au Japon durant les années de guerre. Leur situation s'est améliorée dans les années prospères allant de 1955 à 1990, mais elle n'a jamais atteint celle de la majorité de la population. Les Brésiliens d'origine japonaise, les Okinawais et les *burakumin*, vivaient dans des conditions similaires sinon pires, du moins avant 1980. Enfin, les nombreux travailleurs immigrants, dont le nombre a augmenté dans les années 1970 et surtout 1980, ont toujours souffert de discrimination et donc ont vécu dans des conditions très difficiles. Ces immigrants, pour la plupart issus des pays asiatiques, se sont retrouvés en général dans les emplois refusés par les Japonais.

Le Japon étant à l'époque le pays au monde ayant le plus grand nombre de petites boutiques, le petit commerce y tenait une place importante. Tout comme les agriculteurs, les petits commerçants étaient protégés par le Parti libéral-démocrate au pouvoir, qui y voyait une source importante d'électeurs. Des mesures fiscales les favorisaient, tout comme les agriculteurs. On peut donc classer les maisonnées agricoles avec le petit commerce dans une sorte de petite bourgeoisie traditionnelle, les deux groupes étant de petits propriétaires, attachés à leur propriété, et protégés par le gouvernement pour son appui électoral. Malgré cet appui, le nombre d'entreprises dans ces deux secteurs a baissé continuellement.

On ne peut donc dire que le Japon était dans ces années une société sans classe, malgré la faiblesse relative des inégalités de revenus. Les disparités avaient fortement diminué, mais n'avaient pas disparu, et on peut dire la même chose des conditions de vie, variables selon les groupes, sans oublier les disparités régionales. À Tokyo se concentraient les activités et les dirigeants économiques, politiques et culturels, au détriment

des autres régions. Les régions éloignées, comme Okinawa ou Kagoshima, ou bien le Nord-Est, étaient les plus pauvres. Mais les villes régionales, y compris Osaka, la deuxième ville du pays, ont perdu plusieurs de leurs secteurs d'activités au profit de Tokyo. Malgré tout, les disparités de revenus avaient diminué de 1955 à 1985. Elles allaient cependant augmenter à partir de 1985.

La spéculation (1985-1989), la crise (1990-2003, 2008-2012) et l'augmentation des écarts de revenus

La spéculation intense qui a marqué le marché financier japonais entre 1985 et décembre 1989 est le résultat de divers facteurs, autant externes qu'internes. En premier lieu, la politique monétaire expansionniste du gouvernement, en réponse aux accords du Plaza de 1985, dont on craignait les effets négatifs, a encouragé le crédit. En effet, en abaissant le taux d'intérêt directeur à des niveaux très bas, jusqu'à 2,5 %, afin de contrer les effets négatifs (appréhendés) de la hausse de la valeur du yen négociée dans les accords du Plaza, le gouvernement voulait encourager les investissements afin de maintenir un niveau élevé de productivité industrielle qui favoriserait les exportations. En réalité, ces accords n'ont pas eu d'effets négatifs à long terme sur les exportations dont la valeur a continué de dépasser largement celle des importations. Cet excédent de la balance commerciale, couplé au rapatriement des profits des investissements japonais à l'étranger, a mis à la disposition des banques et autres institutions financières d'immenses sommes d'argent qu'il fallait rentabiliser. Ces sommes dépassaient de loin les possibilités d'investissement productif.

En même temps, en deuxième lieu, les rumeurs sur le transfert du centre financier mondial de New York à Tokyo et le crédit facile ont entraîné une augmentation de la construction de tours à bureaux au centre-ville de Tokyo et en banlieue, ce qui a suscité une hausse de la demande pour les terrains et donc une forte augmentation des prix de l'immobilier. Voyant leurs terrains augmenter de valeurs, plusieurs entreprises ont emprunté en mettant leurs avoirs immobiliers en garantie pour acheter d'autres parcelles ou bien des actions en bourse dont les cours ne cessaient d'augmenter. En effet, avec un surplus de capital, les entreprises ont joué à la bourse pour augmenter leur rentabilité, ce qui en retour a accéléré la hausse des cours boursiers. Devant la hausse des prix de l'immobilier et celle des cours boursiers, un nombre grandissant de sociétés et de personnes se sont mises à spéculer sur les terrains et sur les actions et obligations. Parmi ceux-ci, il faut noter des personnes associées aux yakuza (crime organisé), qui ont, entre autres, utilisé des

méthodes illégales pour exproprier des petits propriétaires pour remembrer de larges parcelles désormais ouvertes à de nouvelles constructions. Il faut noter ici les relations proches entre les grandes entreprises de la construction et les *yakuza*, une association qui n'a fait qu'accentuer la spéculation.

Les spéculateurs ont accumulé les profits jusqu'en décembre 1989. En même temps, les dirigeants des entreprises dont la rentabilité était artificielle, puisque fondée sur la spéculation plutôt que sur leurs activités productives, se sont donné de forts bonis, qu'ils ont investis dans l'achat d'actions ou de terrains. De ce fait, les écarts de revenus ont commencé à augmenter à un rythme plus rapide que celui de la période 1900-1940, bien que les disparités aient été plus faibles que dans l'avant-guerre (Minami 2008 : 14). On doit aussi noter un phénomène inédit, celui des nouveaux riches de l'immobilier, des personnes qui étaient propriétaires de terrains, surtout aux pourtours des villes (en particulier de Tokyo), et qui ont vendu leur propriété pour des sommes équivalant à plusieurs millions de dollars.

Les écarts de revenus grandissants de cette période étaient fondés sur l'abondance. Ils seront remplacés à partir de 1990, mais surtout de 1996, par des disparités fondées sur la dépossession, c'est-à-dire sur la perte d'emploi ou d'avoirs financiers (Bernier 2011). Les difficultés économiques ont commencé dès le début de 1990, avec la mise en place d'une politique de crédit plus stricte qui avait pour objectif d'enrayer la surchauffe (inflation en hausse, flambée des prix des terrains et des valeurs mobilières). En effet, la Banque du Japon a soudainement haussé le taux directeur à 6 %, ce qui a rendu les emprunts beaucoup plus chers. Cette hausse du taux d'intérêt a immédiatement affecté les cours boursiers, qui ont chuté de plus de 40 % en huit mois. Du coup, plusieurs investissements se sont dévalorisés, entraînant des pertes pour plusieurs investisseurs. Pour conserver leur clientèle, les grandes maisons de courtage ont décidé d'absorber les pertes et ont dédommagé leurs gros clients, en garantissant l'achat de leurs actions aux prix de décembre 1989, soit avant la chute des cours.

Les prix des terrains n'ont pas été affectés immédiatement, mais ceux-ci ont connu une baisse dès la fin de 1991, car, étant donné la diminution de la rentabilité des investissements en bourse, donc la chute générale des taux de profits des entreprises, les promoteurs et les compagnies de construction, voyant l'affaiblissement de la demande pour des espaces de bureau, ont arrêté certains chantiers ou retardé le début de nouveaux projets. Ce qui a entraîné une baisse de la demande pour les terrains, et donc une chute des prix. Certaines entreprises se sont alors retrouvées avec des dettes garanties par la valeur des terrains, mais celle-ci, dans

plusieurs cas, était maintenant inférieure à la valeur de la dette. En outre, la baisse de rentabilité de plusieurs entreprises a causé des difficultés dans le remboursement des prêts. Devant cette situation, les institutions financières, ne voulant pas accepter que les prêts ne seraient pas remboursés, et escomptant une reprise future, ont consenti de nouveaux prêts aux entreprises, souvent pour couvrir les intérêts du crédit passé. Cette pratique, répétée plusieurs fois de 1992 à 1995, n'a fait qu'augmenter le montant des mauvaises créances.

Comme la reprise anticipée ne s'est pas produite, dès 1995, des faillites ont commencé à se produire dans les entreprises de prêt hypothécaire, à cause de l'impossibilité pour plusieurs créanciers de rembourser les prêts. Au départ, ce sont des coopératives de crédit qui ont déclaré faillite, bientôt suivies par des caisses de crédit hypothécaire. Ces caisses furent mises sur pied dans les années 1980 par des banques et autres institutions financières qui ne pouvaient légalement investir dans l'immobilier, mais qui voulaient profiter de l'expansion dans ce secteur. Elles devaient au départ servir à la construction domiciliaire, mais, attirées par les profits faciles dans les domaines plus spéculatifs de construction de tours à bureaux et de centres de loisirs, elles avaient plus ou moins délaissé la construction de maisons et logements pour se lancer dans des projets plus rentables. En 1996, face à la faillite de plusieurs promoteurs immobiliers et à l'impossibilité de récupérer plusieurs créances anciennes, les caisses de crédit ont déclaré faillite.

Dès 1997, des banques importantes et un des quatre grands courtiers en valeurs mobilières ont fait faillite, suivis après 2000 par des compagnies d'assurances. Entre 1997 et 2003, le Japon a connu trois années de croissance négative et deux de croissance autour de 1%. En 1998, la déflation est apparue, signe d'une contraction de l'économie. Les faillites ont entraîné des mises à pied. Le chômage a augmenté, le taux officiel (sous-évalué) passant de 2% en 1995 à 5,5% en 2002. Après une reprise temporaire de 2003 à 2007, la crise des prêts hypothécaires aux États-Unis a provoqué une nouvelle période de récession au Japon en 2008, récession qui a été amplifiée par les effets du tremblement de terre et du tsunami de mars 2011.

La précarisation et l'accroissement des inégalités, conséquences de la récession

Parmi les conséquences de la fin de la bulle spéculative et de la récession, notons la baisse draconienne de l'embauche par les grandes entreprises, ce qui a privé les jeunes (surtout les hommes) des emplois qu'on leur avait promis s'ils étudiaient assidument et s'ils réussissaient à entrer dans les

bonnes universités. Par exemple, entre 1990 et 1999, le nombre d'employés réguliers entrant annuellement dans les entreprises de 100 employés et plus est passé de 9 millions à 4,9 millions. Les entreprises de plus de 1000 salariés réguliers ont connu une diminution encore plus forte, le nombre de nouveaux salariés passant de 3,75 millions à 1,34 million, une baisse de 64 %. En même temps, les grandes entreprises ont forcé plusieurs de leurs employés les plus âgés, dans la quarantaine ou la cinquantaine, à prendre leur retraite, pour abaisser les coûts en mettant à l'écart plusieurs parmi les plus hauts salariés. Enfin, les entreprises ont abaissé, quand elles ne les ont pas simplement éliminés, les bonis semestriels qui étaient une pratique généralisée avant 1990 et qui comptaient pour de quatre à six mois de salaire, et certaines d'entre elles ont modifié les échelles de salaires à la baisse, tout en éliminant les heures supplémentaires rémunérées (mais souvent en augmentant les heures réellement travaillées).

Plusieurs emplois réguliers, autant dans les bureaux que dans l'usine, ont disparu et les postes ont été remplis par des personnes au statut précaire : salariés temporaires, pour des périodes plus ou moins longues, employés ou ouvriers à contrat de durée limitée, salariés à temps partiel (surtout des femmes, mais avec augmentation du nombre d'hommes dans ces emplois), employés des entreprises de travail temporaire (*haken*).

Ces changements dans les pratiques d'embauche ont entraîné un double effet. Premièrement, ils se sont traduits par une baisse des revenus de la majorité de la population. Deuxièmement, ils ont entraîné le déclassement d'une bonne partie de la main-d'œuvre, celle qui a été mise à pied ou à la retraite anticipée, mais aussi une grande partie de la plus jeune génération issue de la classe moyenne supérieure des *sarariiman*, qui sortait des universités et aspirait à des postes réguliers dans les grandes entreprises et qui se retrouvait maintenant dans des emplois précaires. Il s'agit dans tous ces cas d'un changement de position dans la hiérarchie sociale, du passage d'un statut enviable à une position instable, avec un avenir incertain. En réalité, c'est cette couche sociale de la « classe moyenne » qui a été parmi les plus touchées par les difficultés économiques des 20 dernières années.

Il ne faut pas oublier ceux qui, étant auparavant dans la classe la plus défavorisée, ont été acculés à la misère. Il faut compter ici un bon nombre de personnes issues des groupes souffrant de discrimination : *burakumin*, Coréens, travailleurs immigrants. Ceux-ci ont vu leur chance de se trouver un emploi, n'importe quel emploi, fortement atténuée, étant donné la disparition de plusieurs occasions de travailler dans les secteurs les plus défavorisés de l'économie. Les mesures de relance du gouvernement, qui ont porté sur des projets de rénovation et de construction, ont permis à certains de se trouver des postes comme manœuvre sur ces

chantiers, mais ces postes n'ont pas compensé complètement pour la perte de postes dans les PME ou le petit commerce, des secteurs qui ont connu une forte augmentation du nombre de faillites. Le nombre de chômeurs et de sans-abri a fortement augmenté, le nombre de travailleurs pauvres, avec ou sans emploi, a décuplé. On les a retrouvés dans des villages de boîtes de carton à Shinjuku ou sur les rives de la rivière Sumida.

Pour tenter d'abaisser le nombre de chômeurs, le gouvernement a procédé à des rafles de travailleurs étrangers illégaux qu'il a renvoyés dans leurs pays d'origine. Il a aussi augmenté les dépenses publiques d'infrastructures afin de donner des emplois aux chômeurs. Ces programmes gouvernementaux, qui se sont succédé et dont plusieurs ont eu une efficacité limitée, ont fait bondir le déficit du gouvernement. La dette accumulée a atteint des niveaux près de 190 % du PIB annuel autour de 2000.

Les difficultés économiques des années 1996-2003 ont donc disloqué partiellement la classe moyenne supérieure et entraîné une polarisation accrue des revenus. Les Japonais les plus riches ont maintenu ou augmenté leurs revenus, alors que la grande majorité de la population a connu une baisse importante de leurs avoirs. Le nombre de *sarariiman* avec sécurité d'emploi a fortement diminué, les revenus des employés et travailleurs ont baissé de façon considérable, tout comme ceux des petits commerçants dont le nombre a chuté à cause des faillites qui se sont accumulées. Les distinctions de classes entre les employés, les ouvriers et les petits commerçants se sont atténuées, tous ces groupes étant marqués par un déclasserement. On peut dire qu'ils constituent une nouvelle classe ouvrière, mais qui ne se reconnaît pas comme telle. Au bas de l'échelle, le nombre de pauvres, qu'ils soient avec ou sans emploi, a augmenté.

Les effets de la récession qui se termine en 2003 avaient à peine été atténués quand les répercussions mondiales de la crise américaine du crédit hypothécaire ont frappé le Japon en 2008. Les exportations ont baissé, la production en a été affectée et le pays est entré de nouveau en récession. Le taux de chômage a atteint 5,7 % en 2011. De nouvelles faillites ont eu lieu.

La triple catastrophe de mars 2011 et ses conséquences

C'est à ce moment que le Japon a connu la triple catastrophe de mars 2011 : tremblement de terre, tsunami et catastrophe nucléaire. Le tsunami a causé la mort de près de 16 000 personnes. Plus de 3300 personnes sont encore portées disparues. 320 000 maisons ont été détruites. Le tsunami, quant à lui, en plus d'avoir dévasté plusieurs régions du littoral, a causé des dommages irréparables à la centrale nucléaire de Fukushima. Les radiations nucléaires ont affecté les personnes et l'environnement à plus

de 100 kilomètres à la ronde. Étant donné le danger des radiations, une zone avec un rayon de 30 kilomètres a été évacuée et ne sera plus utilisable pour quoi que ce soit pour plusieurs décennies.

L'inondation causée par le tsunami, suivi des radiations nucléaires, a forcé la destruction de produits agricoles contaminés : lait, légumes (épinards, laitue, brocoli, champignons), fruits, viande, riz. Des champignons contaminés ont été trouvés à plus de 150 kilomètres de la centrale affectée. Les pêcheries ont aussi été affectées, à cause du déversement de l'eau utilisée pour refroidir les réacteurs de la centrale, une eau qui contenait des niveaux très élevés d'iode radioactif.

Plusieurs industries ont été détruites ou endommagées, en particulier dans les secteurs des composants électroniques et de l'automobile, ce qui a occasionné des mises à pied temporaires. La destruction de la centrale de Fukushima a privé la région de Tokyo d'une bonne partie de son électricité, nuisant ainsi à la production industrielle. Par la suite, le gouvernement a fermé tous les réacteurs et a promis de ne pas les remettre en activité si les riverains s'y opposent. À ce jour, seulement deux des 54 réacteurs en activité avant mars 2011 fonctionnent.

À cause de la destruction et des fermetures temporaires d'usines, le taux de croissance en 2011 a de nouveau été négatif, à -1%. Ce taux est passé au-dessus de 0% en 2013 à cause des dépenses de reconstruction, dont le coût total est estimé à plus de 300 milliards \$, qui, entre autres, ont eu pour effet de relancer faiblement l'économie. Mais en même temps, les dépenses faites jusqu'à maintenant ont fait monter la dette accumulée du gouvernement à 250% du PIB annuel. Pour appuyer la politique de relance du gouvernement, la Banque du Japon a maintenu le taux directeur à 0,1% afin de faciliter le crédit. Mais le manque de débouchés à cause de la crise américaine (qui a aussi affecté les exportations de la Chine vers les États-Unis, plusieurs dépendant de composants fabriqués au Japon) a limité la demande de crédit de la part des entreprises. Il faut noter aussi que les institutions financières sont demeurées frileuses face au crédit à accorder, voulant éviter les problèmes qu'elles avaient connus dans les années 1990.

En 2011, pour la première fois depuis 30 ans, la balance commerciale du Japon est devenue déficitaire, à cause de la nécessité d'importer de grandes quantités de gaz naturel pour compenser la perte d'énergie qui a suivi la fermeture de la grande majorité des réacteurs nucléaires.

Les effets du séisme et du tsunami ont accentué les problèmes sociaux du pays. Les personnes forcées de quitter leur domicile dans la région dévastée par le tsunami, en plus d'avoir perdu leur maison, ont été assez mal reçues dans les autres régions du Japon, à cause en bonne partie de la peur, non fondée, des radiations qu'elles auraient pu subir. Elles ont à

toute fin pratique été dépossédées de leur bien, dans ce cas non pas à cause du fonctionnement du marché, mais à la suite d'un désastre naturel, amplifié par la destruction de plusieurs réacteurs nucléaires. Malgré tout, les conséquences sont semblables à celles qui découlent du fonctionnement du marché. La lenteur du gouvernement à compenser les victimes a augmenté les difficultés auxquelles ont dû faire face ces personnes déplacées. En outre, le gouvernement a mobilisé des gens venant des milieux défavorisés, entre autres, des burakumin, pour nettoyer la centrale nucléaire de Fukushima et éliminer les déchets radioactifs.

La catastrophe de mars 2011 n'a pas essentiellement changé la structure de classes qui avait émergé de la crise des années 1990-2003. Elle n'a fait qu'amplifier, pour une population limitée, les tendances présentes depuis environ 20 ans. La population locale de la région de Sendai-Fukushima a été évidemment la plus touchée. Plusieurs agriculteurs et petits commerçants ont perdu leur gagne-pain. Des ouvriers ont perdu leur emploi, pour la plupart seulement temporairement. Il y a donc eu détérioration de leur situation. Malgré les compensations tardives et insuffisantes du gouvernement, une bonne partie d'entre eux se sont retrouvés au chômage. Il sera difficile pour eux de se trouver un autre métier, surtout pour les plus âgés.

En dehors de la zone sinistrée, les effets de la catastrophe ont été moins directs et moins intenses. En réalité, certaines régions n'ont pas été touchées du tout, le Kansai et toute la partie sud du pays, par exemple. Étant donné le caractère localisé des dégâts, les effets sur la structure de classe ont été limités. Mais les tendances antérieures n'ont pas été renversées. Le Japon se retrouve donc avec une polarisation plus grande des revenus, conséquence de la détérioration des conditions de vie et de travail de ceux qui étaient classés dans la classe moyenne supérieure, c'est-à-dire en gros des *sarariiman* et des travailleurs réguliers qualifiés. La baisse de l'embauche dans les grandes entreprises s'est perpétuée avec des variations depuis 1990 (en 2010, les entreprises de 300 salariés ou plus ont embauché dans des emplois réguliers 60 % de leur cohorte de 1990 ; pour les entreprises de 1000 et plus, ce pourcentage est de 40 %). Le changement à la baisse des revenus, et donc le déclassement, ont aussi frappé l'ensemble des travailleurs, non seulement à cause de la baisse des salaires de ceux qui ont conservé leur emploi, mais aussi, pour ceux qui ont perdu leur emploi, à cause du chômage. La sécurité sociale étant insuffisante au Japon, être au chômage équivaut souvent à se retrouver dans la misère.

Conclusion

Le Japon a donc connu des changements importants dans la répartition du revenu de 1900 à nos jours. Après une période de très fortes disparités entre riches et pauvres avant 1945, le Japon est passé par une longue période de distribution relativement égalitaire du revenu entre 1955 et 1985. Par la suite, avec l'ouverture du marché des biens et des capitaux, le Japon a connu une phase de spéculation intense de 1985 à 1989, suivie par plus de 20 ans de stagnation ou de récession. Ces différentes phases ont fortement affecté la structure de classes. Avant 1945, les écarts entre les couches ayant des forts revenus et le reste de la population était immense. Il n'y avait presque pas de classe moyenne, sauf les petits commerçants dont la plupart se trouvaient dans des conditions difficiles. Les ouvriers et la plupart des paysans vivaient dans des conditions précaires, avec des améliorations pour la couche supérieure de classe ouvrière et une détérioration pour la majorité de la population rurale.

Ces fluctuations sont fortement liées aux politiques mises en place par l'État. Avant 1945, dans un régime autoritaire, puis totalitaire, qui se méfiait des masses, la politique visait au maintien de l'ordre par la force pour assurer le développement économique du pays. Après 1945, la misère qui a suivi la guerre et les réformes imposées par les Américains ont entraîné à la fois un nivellement du revenu par le bas et l'élimination de plusieurs des institutions qui avaient assuré le caractère autoritaire de l'État. Il s'en est suivi une distribution relativement égalitaire des revenus familiaux et une atténuation des différences de classes.

Mais les disparités de revenus et les différences de classes ont réapparu en force avec la spéculation des années 1980 et la récession des 20 dernières années. Les différences de classes se sont accentuées, bien qu'on ne soit pas revenu à la situation de l'avant-guerre. Le Japon se retrouve donc en 2012, dans une situation difficile, amplifiée par les catastrophes de mars 2011, et on voit mal pour le moment comment il s'en sortira.

Bibliographie

- Bernier, B., 2011. « Dispossession and Changes in Class Relations in Japan Since 1980 », *Critique of Anthropology*, vol. 31, n° 2, p. 108-120.
- Bernier, B., 2009. *Le Japon au travail* (avec la collaboration de Vincent Mirza). Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- Bernier, B., 1980. « The Japanese Peasantry and Economic Growth Since the Land Reform of 1946-47 », *Bulletin of Concerned Asians Scholars*, vol. 12, n° 1, p. 40-52.
- Bourdieu, P., 1984. « Espace social et genèse des classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 53, n° 52-53, p. 3-14.

- Chalmers, N. J., 1989. *Industrial Relations in Japan: The Peripheral Workforce*. Londres et New York, Routledge.
- Dore, R. P., 1959. *Land Reform in Japan*. Oxford, Oxford University Press.
- Fowler, E., 1996. *San'ya Blues. Labouring Life in Contemporary Japan*. Ithaca, Cornell University Press, 1996.
- Gao, B., 2001. *Japan's Economic Dilemma. The Institutional Origins of Prosperity and Stagnation*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Gill, T., 2011. *Men of Uncertainty. The Social Organization of Day Laborers in Contemporary Japan*. Albany, State University of New York Press.
- Gonon, A., 2011. «Yokoyama Gennosuke et les famille pauvres», in C. Galan, et E. Lozerand (dir.), *La famille japonaise moderne (1868-1926)*. Le Mas de Vert, Éditions Philippe Picquier, p. 241-255.
- Gordon, A., 1985. *The Evolution of labor Relations in Japan: Heavy Industry, 1853-1955*. Cambridge, Harvard University Press.
- Hane, M., 1982. *Peasants, Rebels and Outcastes. The Underside of Modern Japan*. New York, Pantheon Books.
- L'Hénoret, A., 1993. *Le clou qui dépasse. Récit du Japon d'en bas*. Paris, La Découverte.
- Lo, J., 1990. *Office Ladies, Factory Women: Life and Work at a Japanese Company*. Armonk, NY, M. E. Sharpe.
- Minami, R., 2008. «Income Distribution of Japan: Historical Perspective and its Implications», *Japan Labor Review*, vol. 5, n° 4, p. 5-20.
- Murakami, Y., 1984. *Shin chûkan taishû no jidai*. Tokyo, Chûô kôronsha.
- Nagatani, K., 2003. «Japanese Economy: An Interpretative Essay», in D. W. Edgington (dir.), *Japan at the Millenium. Joining Past and Future*. Vancouver, UBC Press, p. 25-48.
- Nakane, C., 1974. *La société japonaise*. Paris, Armand Colin.
- Ouchi, T., 1969. *Nihon ni okeru nôminsô no bunkai*. Tokyo, Tokyo daigaku shuppankai.
- Roberson, J. E., 1988. *Japanese Working Class Lives: An Tehnographic Study of Factory Workers*. Londres, New York, Routledge.
- Tsurumi, P., 1990. *Factory Girls. Women in the Threadmills of Meiji Japan*. Princeton, Princeton University Press.
- Yokoyama, G., 1899. *Kasô shakai*. Tokyo, Kyôbunkan.